



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 14/12/2023

Reçu en préfecture le 14/12/2023

Publié le 14/12/2023

webdelib

ID : 076-217604479-20231213-M_DL231211_170-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt trois, le onze décembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 5 décembre 2023 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 31

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Catherine OMONT, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 1

Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 11 décembre 2023

M_DL231211_170

PARTICIPATION CITOYENNE - DÉLIBÉRATION CADRE DE LA PARTICIPATION CITOYENNE

Monsieur Patrick DENISE, conseiller municipal délégué - La Ville de Montivilliers, consciente de l'importance de la démocratie locale et de la participation citoyenne dans la gestion de ses affaires, a pour ambition de renforcer la relation entre les citoyens, les élus et les services publics locaux. Il est important de souligner que la démocratie participative ne remplace pas la démocratie représentative, mais la complète et l'enrichit. La participation des citoyens à la vie commune trouve son socle historique dans le développement de la vie associative comme dans la création de centres sociaux, qui depuis qu'ils existent favorise la mise en œuvre du pouvoir d'agir. La relation de la Ville avec les associations, avec l'Office Municipal des Sports ainsi que l'action menée par l'AMISC et le Centre social Jean-Moulin, demeurent essentielles pour favoriser la participation citoyenne. Depuis quelques années, cette participation est prolongée par d'autres outils. Par exemple, en janvier 2015, le Conseil municipal a instauré un conseil économique et social municipal nommé pour 3 ans, structuré en 3 collèges, comprenant 12 personnalités qualifiées et anciens élus, ainsi que 12 représentants des acteurs économiques et 12 issus du secteur associatif. Cette instance consultative avait été missionnée sur la question de la démographie médicale et avait rendu un rapport non public en octobre 2016. Cependant, l'activité de ce conseil n'a donné lieu à aucune restitution devant le conseil municipal et il apparaît qu'il n'a pas été renouvelé au terme des trois ans de mandat de ses membres.

Depuis 2020, la démocratie participative est au cœur du projet municipal, permettant aux habitants de s'impliquer activement dans la prise de décision et de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie à Montivilliers, qu'ils soient déjà acteurs associatifs, économiques ou citoyens volontaires. Ainsi les occasions de prendre part aux décisions ont été élargies par de nouveaux dispositifs.

La présente délibération vise à établir un cadre global pour la participation citoyenne à Montivilliers, mettant en place les conditions pour favoriser l'information, l'implication, la consultation, la concertation et la transparence dans la prise de décisions municipales. Elle définit les droits et devoirs des acteurs de la démocratie participative, à savoir les citoyens, les élus et les associations. Elle s'inscrit en outre dans le cadre de l'action 6.5 (renforcer le pouvoir d'agir des citoyens) du Plan Climat Air Énergie territorial adopté le 3 juillet 2023 par le conseil municipal.

1 Principes de la Participation Citoyenne :

- L'information : les citoyens et les citoyennes ont le droit à une information claire, équilibrée, transparente et accessible sur les projets municipaux et les décisions.
- La consultation : Si la loi donne aux citoyens le droit de saisir le conseil municipal d'une demande d'organisation de consultation ou d'examen d'un dossier, force est de constater que les conditions requises restent une barrière à sa mise en œuvre. En effet, le code général des collectivités impose 1/10ème des électeurs inscrits (soit à Montivilliers environ 1200 signatures) pour cette saisine. De même le référendum local ou la consultation des électeurs prévus par la loi restent des dispositifs lourds à mettre en œuvre et à la charge des communes. Aussi pour développer la consultation et l'étendre à tous les habitants, au-delà des seuls électeurs inscrits, Il convient donc également de développer des formes beaucoup plus directes et accessibles, et par conséquent plus fréquentes offrant l'opportunité aux

habitants et les habitantes de donner leur avis sur les projets municipaux et les questions d'intérêt public.

- La concertation : la Ville organise des concertations pour impliquer les citoyens dans les projets autour de différentes thématiques (urbanisme, mobilités, biodiversité, etc.) ce qui permet l'engagement des habitants et des habitantes dans un processus de co-élaboration.

La Ville de Montivilliers reconnaît que l'accès à l'information est essentiel pour favoriser la participation des citoyens et met en place divers dispositifs d'information et de transparence, notamment ceux cités ci-après :

A - Les dispositifs d'information :

- Lors de rencontres directes : la Ville organise régulièrement des réunions publiques ouvertes à toutes et tous et des permanences hebdomadaires des Adjoints et de Monsieur le Maire pour favoriser le dialogue direct entre les citoyens et les élus.
- En utilisant les outils numériques : la Ville de Montivilliers maintient un site internet mis à jour régulièrement, utilise les réseaux sociaux pour diffuser des informations municipales, et développe la consultation via une application numérique (actuellement l'application « vooter »). Depuis mai 2020, les séances du conseil municipal sont retransmises en direct sur son site internet et peuvent être consultées également en différé sur la chaîne youtube.
(<https://www.youtube.com/@mtivi-villedemontivilliers8972/featured>)
- En utilisant les supports communaux : l'information est mise à disposition du public grâce à l'affichage, au site internet et au magazine municipal. Le service communication de la ville communique régulièrement avec les médias locaux pour garantir une couverture des questions municipales.

B - Le renforcement de la concertation préalable en matière d'urbanisme :

Le code de l'urbanisme donne la faculté aux communes qui le décident d'imposer une concertation préalable au dépôt de permis de construire des projets de logements. Adoptée le 23 juin 2014, la concertation préalable a vu ses modalités considérablement renforcées par deux délibérations, en juillet 2020, puis en octobre 2023. Désormais, elle s'impose aux porteurs de projets de construction de plus de 5 logements, avec des temps de concertation renforcée. Elle a pour objectifs de communiquer et d'informer les riverains sur les projets de promoteurs mais aussi d'inciter ces derniers à minimiser les nuisances pour le voisinage avant le dépôt du permis. Ainsi, chaque projet soumis à concertation préalable est encadré par une délibération du conseil municipal définissant les objectifs et les modalités de la concertation. Elle donne lieu à une réunion publique, à la mise à disposition d'un dossier complet du projet et de registres en Mairie et au Pôle cadre de vie ou bien via l'adresse mail dédiée concertation-urbanisme@ville-montivilliers.fr afin de permettre aux habitants d'apposer leurs observations et leurs propositions durant toute la période de concertation. A l'issue, le maître d'ouvrage intègre les observations et ses réponses au bilan de la concertation, élément obligatoire pour le dépôt du permis de construire.

C - Les dispositifs de consultation, concertation et co-construction :

La Ville de Montivilliers reconnaît l'importance de recueillir l'avis des habitants sur les projets et les décisions municipales avec la mise en place des dispositifs suivants :

- Ateliers Citoyens pour les Transitions Écologiques et Solidaires : depuis septembre 2020, ces ateliers constituent un espace de rencontre et de dialogue entre les différents acteurs de la vie municipale, du citoyen à l' élu, favorisant la participation des habitants et des associations dans la construction de projets municipaux, tels que l'aménagement du parc Georges

Brassens, la promotion du vélo en ville, et l'obtention du permis de végétaliser. Ces Ateliers citoyens vont au-delà de la concertation et constituent un moyen d'élaborer avec les habitants, de co-construire des décisions.

- Les déambulations citoyennes : la Ville organise régulièrement des rencontres de quartier, appelées "déambulations citoyennes," pour permettre aux habitants de cheminer avec les élus municipaux et les techniciens. Ces rencontres physiques facilitent l'analyse des problèmes, la recherche de solutions communes et renforcent le lien entre les élus et les citoyens.
- Les enquêtes citoyennes et la consultation : elles donnent la possibilité aux citoyens de donner leur avis sur des sujets d'intérêt public, telles que l'évaluation des politiques publiques ou la préparation de nouvelles décisions. Elles peuvent être organisées via les outils numériques, le magazine municipal ou des formulaires dédiés. On peut citer les exemples récents relatifs à la pratique sportive, la place du vélo en ville, la végétalisation, la sécurité ou encore le repas des aînés.
- Les comités consultatifs : le Conseil Municipal des Enfants (CME) est composé d'enfants scolarisés dans les écoles de Montivilliers. Au-delà de l'apprentissage de la démocratie, les enfants élus par leurs pairs jouent un rôle essentiel. Ils ont la parole dans cette instance, peuvent débattre de sujets les préoccupant, faire des propositions, les étayer puis suivre leur mise en œuvre. Le CME contribue à améliorer la vie dans notre commune et peut conduire le Conseil municipal à délibérer pour la mise en œuvre d'une proposition du CME.

2- Perspectives de développement de la participation Citoyenne :

La Ville de Montivilliers aspire à aller plus loin dans sa démarche de participation citoyenne et envisage les perspectives suivantes :

- La création d'un Conseil des Sages : un appel à candidature est lancé pour les citoyens âgés de plus de 55 ans, habitants de Montivilliers et inscrits sur les listes électorales, afin de participer aux ateliers qui contribueront à la mise en place de cette instance en 2024. Ce conseil des Sages permettra aux élus municipaux de consulter les habitants sur les projets de la ville, en capitalisant sur l'expérience et la sagesse des aînés.
- La mise en place d'un Budget Participatif : la Ville prévoit à terme la mise en œuvre d'une part de budget participatif, permettant aux habitants de proposer et de choisir parmi des projets d'intérêt général pour la Commune. Cette initiative favorisera l'implication concrète des administrés dans le processus de décision et la réalisation des projets municipaux, renforçant ainsi la démocratie locale. La Ville étudiera la faisabilité technique et les conditions de mise en œuvre d'un Budget Participatif.

La présente délibération cadre est une démarche progressive et ouverte, visant à promouvoir la démocratie participative. Elle s'inscrit dans un processus continu et durable. Toute modification ultérieure de cette délibération cadre sera soumise aux mêmes conditions que celles de son adoption. La Ville de Montivilliers s'engage à poursuivre son effort pour renforcer la participation citoyenne, pour le bien-être de tous ses habitants.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L01112-1 à L1112-23 ainsi que l'article L. 2141-1

CONSIDÉRANT

- La volonté de rendre compte de manière régulière de l'action municipale et de l'avancement des projets au travers, d'ateliers, de réunions publiques notamment ;
- Les dispositifs de concertation et de participation citoyenne d'ores et déjà mis en place ou envisagés par la commune de Montivilliers (réunions publiques, Conseil des sages, budget participatif...) détaillés ci-dessus ;
- Le cadre général de participation citoyenne détaillé ci-dessus, fondé sur l'information, la consultation et la concertation des citoyens ;

Sa commission municipale « Vie culturelle et citoyenne » qui s'est réunie le 29 novembre 2023 consultée

Sa commission municipale « Administration générale » qui s'est réunie le 7 décembre 2023 consultée

VU le rapport de Monsieur **Patrick DENISE**, Conseiller délégué en charge de la Participation citoyenne, de la Démocratie locale et des Anciens combattants ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- D'adopter le cadre de la participation citoyenne, basé sur l'information, la consultation et la concertation, dont les modalités de mise en œuvre sont développées dans le rapport introductif de la délibération.
- D'initier la création du Conseil des Sages dont les modalités seront co-élaborées dans le cadre d'ateliers citoyens dédiés en 2024.

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

